

PAR COURRIEL

Québec, le 3 juillet 2023

Objet : Votre demande d'accès à l'information du 20 juin 2023

La présente fait suite à votre demande d'accès à l'information datée du 20 juin dernier.

Par cette demande, vous désiriez obtenir copie des renseignements ou des documents suivants concernant l'entreprise

:

- Confirmation écrite qu'aucune procédure, aucune demande, aucun dossier ni aucun recours n'est actuellement en cours ou pendant contre cette entreprise et qu'aucun solde n'est dû par cette entreprise pour des impôts, taxes, retenues à la source, droits ou tarifs de douanes (compte RM) ou à quelqu'autre titre que ce soit, en regard du domaine de compétence de notre organisme ;
- Dans l'affirmative, détail en regard de toutes procédures, toutes demandes ou tout recours actuellement actifs ou en cours ou pendants ou de tout solde qui nous est dû par cette entreprise.

En réponse à votre demande, nous vous transmettons le résumé d'une plainte formulée à l'endroit de

Nous vous faisons part de la mise en garde suivante qui accompagne la communication du nombre de plaintes :

L'information fournie correspond aux plaintes reçues à l'Office de la protection du consommateur entre le 20 juin 2018 et le 20 juin 2023. Ces plaintes ont été analysées sommairement et portent sur le non-respect d'une disposition d'une loi dont l'Office assure la surveillance. Il s'agit toutefois d'affirmations non vérifiées. Elles pourraient faire l'objet de vérifications plus approfondies si des activités de surveillance visent ce commerçant.

L'existence de plaintes ne signifie pas que le commerçant est incompetent ou malhonnête. Il y a aussi lieu de considérer l'importance de l'entreprise, le volume de transactions qu'elle réalise et sa date d'immatriculation au Registraire des entreprises.

Cependant, les renseignements personnels qui se retrouvaient dans le document remis ont été caviardés puisqu'ils auraient permis d'identifier une personne physique, ce qui est contraire à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Les articles 53, 54 et 59 édictent d'ailleurs ce qui suit :

53. Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants :

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation ; si cette personne est mineure, le consentement peut également être donné par le titulaire de l'autorité parentale ;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle ; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

54. Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent de l'identifier.

59. Un organisme public ne peut communiquer un renseignement personnel sans le consentement de la personne concernée. (...)

Enfin, nous vous informons que, entre le 20 juin 2018 et le 20 juin 2023, nous avons reçu un formulaire de mise en demeure concernant ce commerçant. Toutefois, nous ne pouvons vous transmettre copie de ce document, car il permettrait, en substance, d'identifier la personne physique qui nous l'a fait parvenir. Les articles 53, 54 et 59 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* décrits ci-dessus motivent notre décision.

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (article 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé Avis de recours.

Veillez agréer, _____, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

[Original signé]

Me Raphaël Amabili-Rivet
Responsable de l'accès à l'information